

Brochure n° 3097

Convention collective nationale
IDCC : 1307. – EXPLOITATION CINÉMATOGRAPHIQUE

AVENANT N° 49 DU 11 JUILLET 2012
RELATIF À LA CRÉATION D'UNE COMMISSION PARITAIRE
NATIONALE DE VALIDATION

NOR : ASET1350444M
IDCC : 1307

Entre :

La FNCF,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

La FASAP FO ;

La F3C CFDT ;

Le SNE CGT ;

La CFTC spectacle,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Création d'une commission paritaire nationale de validation

Afin de tenir compte des nouvelles modalités de validation des accords négociés conformément à l'article L. 2232-21 du code du travail, introduites par la loi du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale, les partenaires sociaux signataires conviennent par le présent avenant d'instituer une commission paritaire nationale de validation.

En effet, dans les entreprises de moins de 200 salariés, en l'absence de délégués syndicaux dans l'entreprise ou l'établissement, ou de délégué du personnel désigné comme délégué syndical dans les entreprises de moins de 50 salariés, les représentants élus du personnel au comité d'entreprise ou à la délégation unique du personnel ou, à défaut, les délégués du personnel peuvent négocier et conclure des accords collectifs de travail sur des mesures dont la mise en œuvre est subordonnée par la loi à un accord collectif, à l'exception des accords collectifs mentionnés à l'article L. 1233-21 du code du travail.

Sans exercer de contrôle d'opportunité, la commission paritaire nationale de validation se prononce ainsi sur la validité de ces accords : elle contrôle que les accords collectifs n'enfreignent pas les dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles applicables.

Les articles suivants précisent les missions et les modalités de fonctionnement de cette dite commission.

Article 1^{er}

Missions

La commission paritaire nationale de validation a pour mission de contrôler que les accords collectifs d'entreprises, de groupes ou d'établissements conclus conformément aux dispositions des articles L. 2232-21 et L. 2232-22 du code du travail, n'enfreignent pas les dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles.

Article 2

Composition

La commission paritaire nationale de validation est composée à parité de représentants des employeurs et des salariés.

Chaque organisation syndicale de salariés représentative au plan national dans la branche de l'exploitation cinématographique désigne un membre titulaire et un membre suppléant. Le suppléant ne siège qu'en l'absence du représentant titulaire qu'il remplace.

Lorsqu'un des membres de la commission fait partie ou représente l'entreprise dans laquelle l'accord collectif soumis à validation a été conclu, ce membre ne peut pas siéger à la réunion de la commission lors de l'examen de celui-ci.

Le droit d'absence des membres de la partie salariale est régi par l'article 12 de la convention collective nationale de l'exploitation cinématographique.

Le secrétariat de la commission est assuré par le collège employeur. L'adresse du secrétariat est située au siège de la fédération nationale des cinémas français (FNCF, 15, rue de Berri, 75008 Paris).

Article 3

Présidence

Les membres de la commission élisent en leur sein un président et un vice-président, pour un mandat de 2 ans. Issus des deux collèges, employeur et salarié, ils alternent à mi-mandat dans le rôle de président et de vice-président.

Le président est en charge de la conduite des débats ; il est destinataire des saisines de la commission conformément à l'article 4 du présent accord. En concertation avec le vice-président, il établit l'ordre du jour des réunions, convoque la commission, et valide les relevés de décisions.

En cas de défaillance du président ou du vice-président, il est remplacé par un représentant du même collège.

Article 4

Saisine de la commission paritaire nationale de validation

En cas de validation d'un accord collectif conclu avec des représentants élus, la commission est saisie par l'employeur signataire. La demande est adressée au président de la commission, au siège de l'organisation patronale (cf. art. 2). Elle est accompagnée d'un exemplaire de l'accord ainsi que de la fiche de saisine dûment complétée annexée au présent accord.

Le président convoque la commission dans la mesure du possible dans les 15 jours qui suivent la saisine, au plus tard, dans un délai maximum de 1 mois.

Un procès-verbal, dont un modèle est annexé au présent accord, est établi sous sa responsabilité : il est communiqué aux organisations membres de la commission puis à l'entreprise à l'origine de la saisine.

En cas de non validation, l'avis est motivé et rédigé en séance : l'accord est ainsi réputé non écrit.

Lorsque la commission saisie n'a pas rendu d'avis dans un délai de 4 mois à compter de la réception de la demande de validation, l'accord est réputé conforme.

Article 5

Quorum et modalités de vote

Le quorum est atteint dès lors que la moitié au moins de l'ensemble des membres de la commission est présente ou représentée, et dont au moins deux membres de chaque collège sont présents ou représentés, chaque membre ne pouvant avoir plus de deux pouvoirs.

Le consensus est recherché, dans le cas contraire, les avis font l'objet d'un vote.

Le vote s'effectue à la majorité simple des présents et des représentés. En cas d'égalité, l'accord est réputé non écrit.

Le résultat des votes est consigné dans le formulaire de procès-verbal annexé au présent avenant. Les votes sont argumentés.

Article 6

Entrée en vigueur et durée

Le présent avenant prend effet 1 mois après sa signature.

La commission paritaire nationale de validation est instituée pour une durée indéterminée.

Fait à Paris, le 11 juillet 2012.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Fiche de saisine de la commission paritaire nationale de validation

Fiche à adresser avec l'accord au président de la commission paritaire nationale de validation, fédération nationale des cinémas français, 15, rue de Berri, 75008 Paris.

Informations relatives à l'entreprise

Nom de l'entreprise :

Nom de son représentant :

Fonction :

Téléphone :

Mail :

Adresse :

Effectif de l'entreprise calculé conformément à l'article L. 1111-2 du code du travail :

Informations relatives à la partie salariée

Nature :

Adresse :

Noms des élus de cette instance signataires de l'accord :

Accord soumis à validation

Objet de l'accord :

Date de signature :

Nombre de signataires :

ANNEXE II

Procès-verbal de la commission paritaire nationale de validation

Date de la réunion :

Accord d'entreprise objet de la réunion :

Membres présents :

REPRÉSENTANTS COLLÈGE EMPLOYEURS	REPRÉSENTANTS COLLÈGE SALARIÉS

Président de la commission

Vice-président de la commission

Avis de la commission

Après l'étude de l'accord cité en objet, au regard des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles, les membres de la commission considèrent que le présent accord est conforme :

OUI ☐

NON ☐

Nombre de voix :

Nombre de voix :

Motivation de l'avis :

Fait à , le